

Mobilisation le 8 octobre à l'appel de neuf organisations de retraités



Mobilisation le 8 octobre à l'appel de neuf organisations de retraités

Communiqué de l'USR(Union Syndicale des Retraités)-CGT

À l'appel de neuf organisations syndicales ou associations de retraités, ces derniers vont à nouveau se mobiliser le 8 octobre 2019, afin de défendre leurs revendications. À quelques jours de ce nouveau rendez-vous, c'est l'occasion de faire le point sur les raisons qui amènent les retraités à structurer leurs mobilisations dans la durée.

À force de mépris constant des gouvernements successifs depuis maintenant quelques temps, 7 des 9 organisations syndicales des retraités de notre pays et deux associations ont considéré que les raisons de rassembler les retraités en plus grand nombre, pour agir, devaient dépasser les clivages et les différences d'appréciation qui peuvent exister entre elles.

À l'initiative de l'UCR-CGT au printemps 2014, le « groupe des 9 » s'est constitué pour devenir le porte-parole des retraités. Dire qu'ils et elles sont mécontents, relève du pléonasmisme. Une certaine forme de mépris s'est installée au fil du temps, jusqu'à considérer que cette partie de la population ne méritait pas d'être considérée, politiquement, socialement, alors qu'elle représente un quart de la population de notre pays. 16 millions de retraités dans la société, 20 millions d'ici quelques années et pas même un secrétaire d'État pour considérer cette population.

C'est dramatique pour les retraités qui se retrouvent sans un véritable interlocuteur politique, mais aussi au regard des enjeux démographiques qui vont modifier la société française dans les prochaines décennies. Adapter la société au vieillissement, cela devrait être une préoccupation politique du gouvernement et pas seulement sous l'angle de l'autonomie, même si celle-ci est importante.

Être retraité aujourd'hui, c'est rester actif. Il faut se dégager de la vieille image d'Épinal qui voit la retraite en antichambre de la mort. 85 % des retraités sont en bonne santé. Ils aspirent à vivre leur vie nouvelle pleinement, en étant acteurs de la société et non citoyens de seconde zone. Ils ne sont pas une charge pour la société. Leur apport à la vie sociale, politique, associative et culturelle est considérable.

De la même manière, leur contribution à l'économie du pays est importante ; Alors OUI ! Aspirer à vivre décemment de sa retraite au terme d'une vie de travail, parfois de précarité et de chômage, c'est pleinement légitime ; les retraités ne sont pas des nantis et encore moins des parias. Le président Macron n'a abordé les retraités que pour les désigner comme des privilégiés, avec un mépris qui confine au cynisme.

Il l'a fait en les opposant aux salariés en activité et à la jeunesse. La hausse de la CSG, la manière dont elle a été annoncée, a provoqué la colère des retraités et les mobilisations en conséquence. Cela a permis de faire reculer le gouvernement par deux fois. Une première en relevant à 1200 € le montant du revenu fiscal du foyer de retraités à partir duquel s'applique la hausse de la CSG de 25 %. Une deuxième fois en relevant ce montant à 2000 €.

Il est donc possible de faire reculer le gouvernement, dès lors qu'il y a une unité large et des mobilisations en conséquence ; **le 8 octobre, les retraités vont « remettre le couvert » en se mobilisant une nouvelle fois pour exiger la suppression de la hausse de la CSG, une mesure immédiate de revalorisation des pensions ; la réindexation des pensions sur le salaire annuel moyen ; la fixation du taux de réversion à 75 % sans condition d'âge et de ressources.**

Dans la même dynamique, ils exigeront le rétablissement des services publics de proximité.

Le syndicalisme retraité à toutes les raisons d'exister et de se développer.

À toutes les organisations de la CGT de le considérer ainsi !





Yvette Cantais USR-CGT, Christian Navarre USR-CGT, Jean-Louis Vidal UNIRS, Jean-Marc Laborde FO